

Fédération

Section de Loire-Atlantique

Syndicale

Abonnement annuel 2 euros

Unitaire

FSU 8 pl. de la Gare de l'État, case postale n°8, 44276-Nantes CEDEX 2 - tel : 02 40 35 96 55 - fax : 02 40 35 96 56

Site internet : <https://fsu44.fsu.fr> - e mail : fsu44@fsu.fr

Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir...

En ces temps de repli nationaliste, de politique du rejet de l'autre, surtout s'il s'agit de migrant·es, l'entrée de Mélinée et Missak Manouchian au Panthéon est un encouragement à combattre l'extrême droite et promouvoir des valeurs sociales de partage, d'égalité, d'accueil et d'aide aux plus démunies. Au delà du coup politique macronien, les FTP-MOI font partie de notre histoire militante et leur engagement éclaire nos luttes à venir.

Encore plus, quand l'actualité internationale est marquée par l'enlisement du conflit entre la Russie et l'Ukraine et les propos va-t-en guerre d'E. Macron et par le génocide palestinien à Gaza. La FSU continue d'exiger des solutions diplomatiques et des cessez-le-feu immédiats. Il est important de nous mobiliser encore et encore dans un arc le plus large possible pour la paix.

Au milieu des bruits de bottes, une lueur quand même : l'inscription de la liberté d'avorter dans la constitution, un encouragement aux combats pour l'accès aux centres de soins, l'égalité Femmes-Hommes. La grève féministe du 8 mars, particulièrement réussie cette année tant par le nombre de manifestations que de manifestant·es, est un formidable appel pour la réussite de la grève du 19 mars. La victoire idéologique sur l'IVG en appelle d'autres.

Dispensé de timbrage

déposé le 28 mars 2024

POUR 44

8 pl de la Gare de l'État
case postale n°8
44276-Nantes CEDEX 2



SOMMAIRE

- p 1-2 Édito
- p 2 Secteur social et médico-social
- p 3 Urgence sociale et écologique : agir ensemble
- p 3 8 mars à Nantes et à Saint-Nazaire
- p 4 La sécurité sociale de l'alimentation (SSA)
- p 5-7 L'Ecole riposte !
- p 8 Le SNEP-FSU pour plus de sport à l'école

Nous devons gagner sur les Services Public : ils sont un bien commun et leur présence sur tout le territoire est une nécessité. Le sentiment d'éloignement est fort, loin des métropoles, quand ferment l'école publique après la poste et la trésorerie. C'est pourquoi le 19 mars, nous devons revendiquer une politique de justice sociale d'accès aux services publics, de recrutement de fonctionnaires avec des

salaires revalorisés à la hauteur de la perte continue de pouvoir d'achat.

Revendiquer des services publics de qualité, c'est aussi revendiquer une école de qualité, pour la réussite de toutes et tous les élèves. C'est s'opposer au "choc des savoirs", au renoncement à la démocratisation de l'accès au savoirs, à l'horizon qu'il dessine d'un projet d'école du tri social, d'une école publique pour les pauvres et d'une école privée pour les riches.

Et après le 19 mars ?

En Loire-Atlantique, l'AG éducation du 1^{er} février avec l'intersyndicale FSU-CGT-SUD-FO a appelé à reconduire la grève les 20, 21 et 22 mars. Mettre l'École à l'arrêt pour contraindre le gouvernement à l'abandon de son projet d'école – groupes de niveaux, manuels scolarisés labellisés, évaluation à tous les niveaux, fin de la liberté pédagogique, réforme des LP - et pour que le rectorat revienne sur les centaines de suppressions de postes dans le 1^{er} et le second degré avec une hécatombe dans les zones rurales.

Cela passe par des Assemblées Générales de grévistes massives et dynamiques, par des caisses de grève permettant aux plus précaires (AESH, AED,

...) d'être en grève, de travailler les convergences avec l'ensemble des personnels agent·es territoriaux·ales, enseignant·es, personnels administratifs.

La FSU de Loire-Atlantique est prête à mobiliser dans la durée et l'unité la plus large pour combattre et faire reculer les projets rétrogrades du gouvernement Attal.



Lors de la première semaine d'action dans l'Éducation (19 au 22 mars), l'alliance avec les parents d'élèves a atteint un niveau de développement rarement connu. Elle est pour beaucoup dans la dynamique de mobilisation des personnels du département et montre que le gouvernement est totalement isolé et ne trouve pas de soutien à sa politique dans les écoles et les établissements.

La FSU de Loire-Atlantique est prête à mobiliser dans la durée et l'unité syndicale la plus large pour combattre et faire reculer les projets rétrogrades du gouvernement Attal.

*Céline PELLA et Bernard VALIN,
co-secrétaires départementaux*

Secteur Social et Médico-Social la mobilisation continue du 2 au 5 avril 2024

Depuis plusieurs années, le Secteur Social et Médico-Social se mobilise pour des améliorations des conditions de travail, des augmentations de salaires - nombre de travailleuses et travailleurs ont été évincé·es du Ségur- des postes supplémentaires dans l'ensemble des services: aide à la personne, accompagnement des jeunes, service de prévention ... La quasi totalité des organisations syndicales dont la FSU lance un appel national à se mobiliser du 2 au 5 avril 2024. cela concerne les salarié·es des établissements privés, des collectivités territoriales, titulaires comme contractuel·les.

En Loire-Atlantique, à l'appel de la CGT, Solidaires, FSU et CNT, un rassemblement est organisé, le jeudi 4 avril, à 10h devant le conseil départemental de Loire-

Atlantique. Les raisons du mécontentement sont nombreuses: concurrence entre les personnels des secteurs public et privé, bas salaires, ... Bruno Lemaire a annoncé 1 milliard d'euros en moins pour le secteur de l'Action Sociale et Médico-Social. Le Conseil départemental annonce, de son côté, 25 millions d'euros de restriction budgétaire pour le même secteur (suppression des services, baisse des contrats jeunes majeur·es).

Il y a urgence là-aussi à nous mobiliser collectivement pour que ce secteur ne disparaisse pas complètement dans les sphères du privé et l'apport aux usager·es soit de qualité.

Bernard VALIN

Urgences sociale et écologique : agir ensemble !

Le gouvernement n'a pas répondu à la question centrale de la mobilisation paysanne : un revenu digne urgentement nécessaire.

Vos mobilisations ont ouvert l'horizon de convergences possibles sur des revendications communes : pouvoir vivre de son travail, se bien nourrir et préserver notre santé et la planète.

Nos manifestations revendicatives ont déjà fait se côtoyer souvent à Nantes des salarié·es, des privé·es d'emploi, des lycéen·es, des étudiant·es et les tracteurs de la Confédération paysanne.

Retraites, services publics, éducation, santé et protection social : nos combats sont aussi les vôtres. Et vos combats sont les nôtres, pour promouvoir un autre modèle agricole. La sécurité alimentaire, le bon usage des ressources en eau, la défense du vivant ne sont pas qu'un problème paysan.

De plus en plus de Français·es aspirent à manger une nourriture de qualité mais n'en ont pas les moyens. De plus en plus de paysan·es aspirent à transformer leur façon de produire en adoptant des pratiques agro-écologiques mais ne disposent pas du soutien suffisant pour réaliser cette transition coûteuse.

Comme nos organisations l'ont dit ensemble dans une

tribune publiée dans Libération le 1^{er} février 2024, "la mobilisation du monde agricole met en lumière un scandale. D'un côté, de plus en plus de paysans et de paysannes ne vivent plus de leur travail. De l'autre, les prix de l'alimentation explosent et les salariés sont toujours plus nombreux à être en difficulté pour manger correctement. Pourquoi ? Parce que les richesses sont captées par la finance, les multinationales de l'agroalimentaire et par la grande distribution dont les marges atteignent des records... Augmentons les salaires et remettons à plat la répartition des subventions en révisant en profondeur le modèle agricole."

Là sont nos chantiers communs pour permettre à chacun·e de vivre de son travail et de consommer une alimentation de qualité produite en proximité.

Nos revendications se heurtent aux politiques qui défont les solidarités pour servir les intérêts d'un petit nombre de profiteurs résolus à imposer leur loi. Pour traiter l'urgence sociale et écologique de front, nous vous exprimons ici notre solidarité et notre disponibilité pour réfléchir et agir ensemble.

Pierre RAYNAUD (SUI-FSU), Céline PELLA (SNES-FSU), Emile BASIN (SNETAP-FSU)

8 mars à Nantes et à Saint Nazaire



L'intersyndicale (CGT, FSU, Solidaires, CFDT et Unsa) a appelé le 8 mars dernier à la grève féministe à Nantes, tout comme au plan national. Dans notre secteur, cet appel a été rendu particulier du fait des congés scolaires. Mais cela n'a pas empêché les collègues d'être nombreuses et nombreux au rendez-vous du Miroir d'eau pour écouter plusieurs prises de parole

de travailleuses (enseignante, salariée de la restauration, factrice...) et de partir ensuite en manifestation en un cortège animé et revendicatif. Plusieurs actions féministes ont par ailleurs été déclinées tout au long de la journée (sous les nefs, rencontre de chorales féministe à Graslin et manifestation en fin de journée) appelées par différentes associations féministes et collectifs.

A Saint-Nazaire, c'était la première fois que l'intersyndicale s'était réunie en « secteur femmes » pour organiser le 8 mars. Chaque prise de parole a été organisée pour présenter des témoignages dans divers secteurs selon les syndicats grévistes, et l'intercoféministe (le collectif des différentes associations nazairiennes) a pu aussi s'exprimer à

plusieurs voix. Un bon retour de l'ensemble des femmes militantes où toutes ont fait l'effort de travailler pour une cohésion de cette journée. Malgré beaucoup de travail sur du long terme, nous sommes ravies de l'expérience qui nous motive à recommencer !

Le 8 mars a été l'occasion pour la FSU 44 de rappeler que les inégalités femmes-hommes sont bien présentes dans la Fonction publique puisque les femmes y gagnent en moyenne 400 euros de moins par mois que les hommes. La FSU a aussi insisté sur le fait que les femmes sont les premières victimes de la précarité comme l'illustre parfaitement la situation professionnelle et la rémunération des AESH. Enfin, la FSU a porté la revendication d'un congé menstruel qui ne pénalise pas financièrement les collègues et qui ne nécessite pas un avis médical, le tout devant faire partie plus largement de la question de la santé au travail sur laquelle il est indispensable de porter un regard genré.

*Amélie DE SCHEPPER
Sophie LE PAPILLON*



La Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA)

Interview d'Étienne, militant à Attac 44

1. Pourquoi t'intéresses-tu à la SSA ?

Parce que la précarité alimentaire touche près de 10 millions de personnes en France, bien plus que le chômage par exemple, c'est un phénomène de masse. L'aide alimentaire est dépassée et par ailleurs, elle est très critiquée car on lui reproche d'entretenir l'exclusion et l'injustice. Pourtant il n'y a aucune politique nationale pour répondre à ce problème : l'alimentation n'est pas considérée comme un enjeu d'intérêt général, mais comme le débouché commercial du secteur agricole. Avec la crise sanitaire, la crise inflationniste et à présent la crise agricole, nous ne pouvons que constater la fragilité de notre système alimentaire, et rappeler en outre ses impacts climatiques et environnementaux. On ne peut pas s'appuyer seulement sur les mécanismes du Marché pour garantir un accès à l'alimentation durable et de qualité pour toutes et tous, il faut donc un autre système. La sécurité sociale de l'alimentation est une proposition en ce sens.

2. Existe-t-il des initiatives qui fonctionnent déjà ?

La proposition de SSA est encore dans une phase de réflexion et d'expérimentation : le système n'est pas fixé. Un collectif national, ainsi que des collectifs locaux un peu partout en France, se réunissent pour réfléchir, communiquer et faire du plaidoyer pour faire progresser cette idée dans les institutions et la société française (<https://securite-sociale-alimentation.org/>). Il faudrait d'ailleurs une évolution de la loi pour pouvoir mettre en place un système de sécurité sociale de l'alimentation, notamment pour permettre un financement par cotisations sociales et pour assurer l'universalité du dispositif. Plusieurs collectivités se sont néanmoins lancées dans des expérimentations locales, notamment Montpellier, Grenoble, Bordeaux et à présent, Nantes et le Pays de Retz.

[La distinction entre le projet SSA et ces initiatives locales de CCA est expliquée dans le tableau ci-dessous.

La Caisse Alimentaire Commune de Montpellier a son site : <https://tav-montpellier.xyz/?PagePrincipale> ; celle de Bordeaux, orientée vers les étudiants, a fait l'objet d'un article dans Média-

part <https://www.mediapart.fr/journal/france/200124/les-etudiants-de-bordeaux-testent-la-securite-sociale-de-l-alimentation> « Moyennant une cotisation de 10 à 50 euros pour les plus fortuné·es, les participant·es reçoivent l'équivalent de 100 euros en monnaie locale – la gemme, du nom de la résine du pin maritime présent sur tout le territoire – et doivent les dépenser dans les magasins partenaires. » Le budget global du dispositif est de 200 000 euros, financé par des collectivités, les universités de Bordeaux et des fondations, ainsi que par les cotisations des participant·es, qui représentent environ 10 % du montant total. Une étudiante a témoigné : « *Entre la vie étudiante et la vie sociale, la part que je consacrais à mon alimentation s'était réduite, et j'avais fini par acheter des produits de moins bonne qualité. Forcément, acheter en bio, c'était fini[...]désormais, je consomme beaucoup plus de saison et local* »]

CAISSE COMMUNE ALIMENTAIRE
DE QUOI PARLE-T-ON ?
-> PROCESSUS DE DEMOCRATIE ALIMENTAIRE
INSPIRATION DES PRINCIPES DE LA S.S.A.

S.S.A		CAISSE COMMUNE ALIMENTAIRE
Universalité du processus	✗	participation conditionnée et circonscrite à un nombre de personnes / un territoire défini
Conventionnement des produits	✓	processus de décision collectif et citoyen
financements basés sur la cotisation sociale	✗	contributions citoyennes + financements publics + financements privés

3. Où en est-on dans la région nantaise ?

L'idée d'expérimenter des caisses locales d'alimentation à Nantes est portée par des acteurs du secteur social et alimentaire, de l'ESS et de collectivités territoriales, animé par l'association VRAC Métropole Nantes (<https://nantes.vrac-asso.org/>). En décembre 2023, une réunion publique s'est tenue pour réaliser un point d'étape de la démarche et envisager la création d'un collectif local CCA (Caisse Commune Alimentaire). L'une des spécificités de cette expérimentation serait de s'implanter à la fois en zone urbaine, dans un quartier populaire de Nantes, et en zone rurale, dans le Pays de Retz. On en est donc au tout début du processus !

Colette ANNÉ et Gérard RICHARD

Mobilisation dans l'éducation en Loire-Atlantique en images

L'Ecole riposte !

En grève le 1er février, puis le 6 février, les personnels de l'éducation de Loire-Atlantique, réunis en AG lors de cette deuxième journée d'action et anticipant la grève nationale fonction publique du 19 mars, ont voté un appel à quatre jours de grève les 19, 20, 21 et 22 mars. L'intersyndicale FSU-CGT-SUD-FO a repris cet appel à son compte et l'a popularisé. Pour préparer cette semaine de mobilisation, des réunions publiques réunissant des dizaines de parents d'élèves et de personnels du premier et du second degré se sont tenues dans des établissements à Rezé, à Bouguenais, à Nantes, à Saint-Nazaire, au Loroux Bottereau, etc. Elles ont permis de partager les raisons de la colère contre les mesures dites du « choc des savoirs », contre le manque de moyens dans les écoles et les établissements, et contre la paupérisation/déqualification des personnels du service public d'éducation.

Si les taux de grévistes ont été très variables au cours de ces 4 journées de mobilisation (assez forts le mardi et le jeudi, moindres le mercredi et le vendredi), l'alliance des personnels et des parents d'élèves a permis de multiplier les actions de visibilité dont la presse régionale s'est largement faite l'écho : manifestations, blocages d'écoles et d'établissements (y compris un lycée privé), écoles et établissements déserts (les parents d'élèves retenant leurs enfants à la maison), regroupements pour partir en manifestation dans plusieurs localités du département, accrochage de banderoles sur les écoles et les établissements, soirées festives, collages dans les rues des villes...

Les parents d'élèves mobilisés se sont organisés autour d'un fil Whatsapp qui rapidement a réuni des centaines de personnes.

Cette première semaine d'action a débouché sur une manifestation imposante de parents d'élèves, de personnels, et de lycéens appelée par l'intersyndicale large, la FCPE-44 et le SNL (voir communiqué d'appel ci-contre). La presse régionale a compté 2500 à 3000 manifestants.

L'élan de cette mobilisation implique des prolongements dans les prochaines semaines :

- **jeudi 28 mars** : journée Ecole déserte dans tout le département.
- **samedi 30 mars** : deuxième grande manifestation des parents d'élèves et des personnels à Nantes.
- **mardi 2 avril** : grève nationale éducation avec possible reconduction les jours suivants.

A ce stade, plusieurs suites sont en discussion : l'organisation d'un grand meeting contre le « choc des savoirs » et pour un investissement massif dans l'Ecole publique ; une manifestation nationale à Paris en mai pour faire entendre au gouvernement l'unanimité de la profession contre l'Ecole du tri social et de la pénurie qui nuit aux intérêts des personnels et des élèves, tout particulièrement les élèves des classes populaires à qui on entend restreindre l'accès au lycée et aux études supérieures, et sert une fois de plus ceux de l'Ecole privée.

Sylvain MARANGE



Communiqué de l'intersyndicale éducation, de la FCPE et du SNL de Loire Atlantique
Nantes, le 21 mars 2024

Suite à de nombreuses réunions organisées en février et mars dans les écoles, les établissements et les secteurs géographiques du département, réunissant à chaque fois plusieurs dizaines de personnels et de parents d'élèves, les personnels de l'éducation de la Loire-Atlantique étaient massivement en grève ce mardi 19 mars.

Parents d'élèves et personnels sont fermement opposés aux mesures dites du "choc des savoirs" publiées au JO du 15 mars : groupes de niveau en mathématiques et en français dans les collèges, évaluations nationales généralisées dans les écoles pour piloter les destinées scolaires des élèves, conditions durcies pour l'obtention du DNB qui plus est requis pour le passage au lycée, classe prépa-seconde en lycée, manuels labellisés, méthodes pédagogiques imposées, réforme du lycée professionnel.

Ces mesures opèrent une transformation majeure de l'Ecole publique, en aggravant les logiques de concurrence et de compétition scolaires nuisibles à l'ensemble des élèves, en instaurant un tri social préjudiciable aux parcours d'études des élèves les plus fragiles, notamment celles et ceux des classes populaires, et en confinant aux formations privées une attractivité accrue.

La mise en place des mesures du "choc des savoirs" a des effets indésirables sur les fermetures de classes dans les collèges, sur l'augmentation des effectifs par classe et sur la suppression de nombreux dispositifs pourtant plébiscités par les personnels et par les élèves (dédoublément, coenseignement, chorales...).

Ces mesures interviennent enfin à un moment où le manque de moyens étrangle le service public d'éducation : postes non pourvus, remplacements non assurés, effectifs par classe parmi les plus élevés d'Europe, précarisation des emplois, salaires des personnels parmi les plus faibles de l'OCDE.

Nos organisations appellent tous les parents d'élèves et tous les personnels de l'Education nationale dans le département à se réunir et se coordonner dans les écoles et établissements, ainsi qu'à se mobiliser pour le retrait des mesures dites du "choc des savoirs" et pour un investissement massif dans l'Ecole publique.

Elles appellent les parents, les personnels et toutes celles et ceux pour qui l'égalité d'accès aux savoirs scolaires est un impératif démocratique à une

manifestation samedi 23 mars
à 10h30 à Nantes (miroir d'eau)

Mobilisation dans l'éducation en Loire-Atlantique en images

l'Ecole riposte !

Mardi 19 mars - grève Fonction publique



Manifestation à Saint-Nazaire



Le camion



AG éducation à Nantes - 220 personnes



Manifestation à Nantes

**Zone
d'Éducation
à Défendre**



21 mars



Manifestation à Nantes



Manifestation à Nantes



23 mars



Manifestation à Nantes

Mercredi 20 mars - grève éducation en 44



Les AED au rectorat



Tractage au lycée Michelet



La presqu'île en manif à Nantes le 21 mars



Blocage du collège Sophie Germain (parents)



Collège Auguste Mailloux au Loroux Bottereau

Mobilisation dans l'éducation en Loire-Atlantique en images

L'Ecole riposte !

Jeudi 21 mars - grève éducation en 44



L'AG éducation du jeudi 21 mars (170 personnes)

Des actions dans tout le 44



Lycée Camus à Nantes



Collège la Durantière à Nantes - blocage des parents



Groupes de niveau au collège Salvador Allende à Rezé



Collège Jean Moulin à Saint-Nazaire



Collège Pont Rousseau à Rezé

Samedi 23 mars - Manif des parents, personnels et lycéen·es



Collège Marie Marvingt à Bouguenais - blocage



Collèges Pays Blanc et Jacques Brel à Guérande



Groupes de niveau au miroir d'eau



Blocage au collège S. Veil à Nantes

Le SNEP-FSU Nantes en campagne pour plus d'EPS à l'école !



Parce que l'EPS est affaiblie dans le système éducatif depuis des années, que les besoins sont immenses pour la jeunesse (sédentarité, inégalité

d'accès aux pratiques culturelles), mais aussi parce que les JOP 2024 ne doivent pas être qu'un spectacle sportif et doivent permettre à tous et toutes d'accéder en France aux activités physiques Sportives et artistiques, le SNEP-FSU a décidé d'une grande campagne nationale d'opinion à laquelle participe la section départementale nantaise.

En echo à plusieurs rapports parlementaires, nous demandons un véritable « héritage scolaire » des JOP et le développement de l'EPS et du sport scolaire (4 heures hebdomadaires, équipements sportifs, formation, recrutements, sections sportives, sport à l'université...). Ce n'est pas le choix du gouvernement qui répond par des dispositifs « hors EPS » et de façade qui touchent peu d'élèves et ne répondent pas aux enjeux. Pourtant, la réponse au défi est simple : s'appuyer sur le service public et l'EPS pour permettre à chaque jeune d'avoir « plus et mieux d'EPS et de sport scolaire ».

Des études alarmantes

Depuis plusieurs années, l'inactivité physique et la sédentarité se développent (écrans, confinement...) et entraînent de multiples problèmes de santé pour notre jeunesse. Il est reconnu que l'activité physique est indispensable au développement physique, psychique ainsi qu'à la socialisation. La pratique physique et sportive est source d'émotions, permet d'agir sur son corps et son environnement, et participe à l'émancipation de chacun.e en ouvrant les portes de la culture sportive et artistique.

De nombreuses publications scientifiques, à l'instar de celles du cardiologue François Carré, alertent depuis dix ans sur la



« bombe à retardement sanitaire » que représente l'insuffisance d'activité physique des jeunes. Des alertes qui n'ont vraisemblable-

ment pas encore trouvé de réponse institutionnelle à hauteur des besoins, à en juger les dernières études montrant que les jeunes sont de moins en moins actifs, dont seuls 13% réalisent les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (1h d'activité physique par jour). Les conséquences sont sans appel : sédentarité et obésité augmentent quand les capacités physiques et cardiovasculaires diminuent.

Il est donc essentiel, dès le plus jeune âge, que les jeunes se confrontent aux apprentissages dans les activités physiques sportives et artistiques. C'est une des conditions de leur investissement futur dans les clubs et associations sportives. L'EPS, de la maternelle au lycée, permet à tous et toutes et sur l'ensemble du territoire (dans le cadre d'un enseignement obligatoire), d'accéder à ces apprentissages essentiels.

Nos actions pour la campagne

Dans ce cadre, les militants du SNEP-FSU de Nantes ce sont engagé.es sur plusieurs actions depuis le début de cette rentrée scolaire : Rencontre de la pro-



fession au travers de stages ; rencontre des député.es locaux (nous en sommes à 4) ; signatures de 500 pétitions devant le HBC Nantes avec une dizaine de militant.es avant la rencontre Nantes-Chambéry ; organisation d'une course d'orientation gratuite et ouverte à tous.tes rassemblant environ 150 personnes; et enfin montée à Paris d'une petite vingtaines de collègues lors de la grève nationale de l'EPS ce vendredi 15 mars 2024.

Cette campagne offensive nous accapare grandement à l'heure où les Jeux Olympiques et Paralympiques se préparent dans notre pays. Pour nous, s'ils doivent être une fête du sport, ils doivent aussi permettre des retombées pour améliorer la pratique sportive de tous.tes les élèves sur tout le territoire. Comme pour toutes nos problématiques éducatives, la 7^{ième} puissance mondiale ce doit d'être à la hauteur des enjeux de notre temps et n'y arrivera pas en laissant le développement des corps à la merci du privé !

Alexandre FAGAULT